



Conseil économique et social

Distr. générale
18 janvier 2008
Français
Original : anglais

Comité d'experts de l'administration publique

Septième session

New York, 14-18 avril 2008

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Recueil de la terminologie générale de la gouvernance et de l'administration publique en usage à l'ONU

Recueil de la terminologie générale de la gouvernance et de l'administration publique en usage à l'ONU

Résumé

À sa sixième session, le Comité d'experts de l'administration publique a remercié le Président et les membres du groupe de travail chargé de la terminologie de base de la gouvernance et de l'administration publique en usage à l'ONU de leur rapport préliminaire, dans lequel des options étaient envisagées pour l'élaboration d'un glossaire, avec notamment sa nature, sa structure et sa teneur, et dont l'annexe contenait une liste de certains des termes pouvant être retenus. Il s'est félicité du soutien apporté par la Section de terminologie et de référence du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, et indiqué que le glossaire était une initiative de première importance qui constituerait son héritage et pourrait être achevé avant que son mandat n'arrive à expiration en 2009.

Le Comité d'experts a décidé de dresser avec l'appui du Secrétariat la liste définitive des termes à présenter à sa session suivante, qui servirait de base à ses travaux futurs. En collaboration avec divers bureaux de l'ONU, le Secrétariat a confronté la liste préliminaire présentée par le groupe de travail à la cinquième session du Comité avec les termes couramment utilisés dans les documents officiels et les résolutions. Pour guider la réflexion sur les moyens de définir les termes qui seront retenus dans le glossaire, on trouvera dans le présent document les définitions admises sur le plan international de trois termes fréquemment employés, à savoir « e-government » (cybergouvernement), « globalization » (mondialisation) et « governance » (gouvernance).

* E/C.16/2008.1.



I. Introduction

1. À sa sixième session, le Comité d'experts de l'administration publique a remercié le Président et les membres du groupe de travail chargé de la terminologie de base de la gouvernance et de l'administration publique en usage à l'ONU de leur rapport préliminaire, dans lequel des options étaient envisagées pour l'élaboration d'un glossaire¹, avec notamment sa nature, sa structure et sa teneur, et qui contenait, en annexe, une liste de certains des termes pouvant être retenus. Se félicitant également du soutien apporté par la Section de terminologie et de référence du Département des affaires de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, il a indiqué que le glossaire était une initiative de première importance qui constituerait son héritage.

2. Créé au cours de la cinquième session du Comité, sous la présidence de Mario P. Chiti, le groupe de travail a pour mandat d'élaborer un glossaire de la terminologie générale en usage à l'Organisation des Nations Unies, qui serait présenté et approuvé avant que le mandat du Comité d'experts n'expire en 2009. Par la suite, le Secrétariat fera paraître une publication technique contenant ce glossaire.

II. Caractère et portée du glossaire et déroulement des travaux

3. Le Comité d'experts a examiné à sa sixième session le caractère et la portée du glossaire proposés dans le rapport préliminaire du groupe de travail. Le Président a indiqué qu'alors que les efforts menés par d'autres institutions pour constituer un tel glossaire avaient été avant tout de nature linguistique ou technique, l'initiative du Comité suivait une approche conceptuelle².

4. Le groupe de travail a proposé que le glossaire paraisse dans une publication des Nations Unies, à caractère juridique non contraignant, qui donnerait aux États Membres et autres parties intéressées une définition commune des termes et notions de base utilisés dans la documentation de l'ONU sur la gouvernance et l'administration publique. Un tel glossaire pourrait avoir deux finalités : donner plus de clarté aux délibérations intergouvernementales de l'ONU elle-même et aider les États Membres à mieux appliquer les résolutions (E/C.16/2007/4, par. 7).

5. Le glossaire pourrait donner, dans un premier temps, la définition des termes les plus utilisés dans les textes de l'ONU et sur la scène internationale. Pour des raisons pratiques, le Président a suggéré que la première ébauche du glossaire soit en anglais. Le glossaire pourrait être un document officiel de l'ONU et rester « ouvert », étant entendu qu'il s'agissait d'un travail continu qui serait revu et enrichi périodiquement et dont le contenu serait constamment soumis à examen. Les travaux seraient menés par les membres du Comité, avec l'appui du Département

¹ Un glossaire est une liste de termes appartenant à un domaine de connaissances particulier, accompagnés de leur définition. Un répertoire est un inventaire concis mais néanmoins complet d'un corps de connaissances.

² *Documents officiels du Conseil économique et social, 2007, Supplément n° 24 (E/2007/44), chap. III, par. 35.*

des affaires économiques et sociales et en relation avec d'autres institutions travaillant dans des domaines apparentés³.

6. Les membres du Comité sont convenus qu'il était essentiel, vu l'ampleur de la tâche, de commencer modestement et de poursuivre sur cette lancée. Les travaux devraient être menés en continu et le glossaire devrait s'enrichir progressivement en commençant par les termes les plus fréquemment utilisés, qu'ils soient acceptés par tous ou non. Compte étant par ailleurs dûment tenu de la diversité terminologique du domaine, il était important de préserver une certaine homogénéité et de faire du glossaire un pont entre les cultures⁴.

7. Il a en outre été décidé que même si l'anglais devait être la langue initiale, des concepts issus d'autres langues pourraient être étudiés et viendraient à terme enrichir la langue anglaise. Le Comité s'est rangé à l'idée de traduire initialement le glossaire dans les cinq autres langues de l'Organisation des Nations Unies, tout en laissant la porte ouverte à une traduction vers autant de langues que possible par la suite. Dans un esprit d'enrichissement mutuel, il serait important d'inclure des notions issues non seulement de la culture anglo-saxonne, mais également des cultures africaines et asiatiques et de la langue française⁵.

8. Enfin, le Comité d'experts a décidé que le groupe de travail devait :

- a) Poursuivre ses travaux;
- b) Collaborer avec la Section de terminologie et de référence et avec d'autres entités externes, comme l'Institut international des sciences administratives et d'autres services de l'ONU travaillant dans un domaine apparenté, ainsi que celles pouvant lui apporter un appui, comme la Réunion internationale annuelle sur la traduction et la terminologie assistées par ordinateur;
- c) Opter pour le modèle C⁶, qui conjugait les avantages de la simplicité et des documents de référence supplémentaires;
- d) Être pragmatique et commencer modestement⁷.

Le modèle C prévoyait une brève définition assortie de liens renvoyant à d'autres termes, ainsi que l'accès à des documents de référence affichés sur le site Web du Département des affaires économiques et sociales.

III. Marche à suivre pour proposer des termes à intégrer dans le glossaire

9. Selon le plan envisagé, le Comité d'experts disposerait à la fin de 2007 d'une liste très riche de termes relatifs à la gouvernance et à l'administration publique, résultant des apports fournis par les membres du groupe de travail (et par les membres du Comité lui-même, à la sixième session), ainsi que par le personnel du

³ Ibid., par. 36.

⁴ Ibid., par. 39.

⁵ Ibid., par. 41.

⁶ Le Président du groupe de travail sur la terminologie a proposé trois modèles à la cinquième session du Comité d'experts (voir E/C.16/2007/4).

⁷ *Documents officiels du Conseil économique et social, 2007, Supplément n° 24 (E/2007/44), chap. III, par. 42.*

Secrétariat. Cette liste constituerait le fondement des travaux que mènerait le groupe de travail au cours de l'année suivante, en vue de la septième session du Comité d'experts (E/C.16/2007/4, par. 18).

10. Conformément à la recommandation du groupe de travail de dresser la liste définitive des termes proposés pour le glossaire avant la septième session du Comité, et de la comparer avec celle des termes couramment utilisés dans les documents officiels et les résolutions de l'ONU (E/C.16/2007/4, par. 17), le Secrétariat a contacté d'autres bureaux intéressés de l'Organisation pour l'aider à établir ladite liste.

11. Ayant consulté la Section de terminologie et de référence⁸ du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Secrétariat a été informé qu'il n'existait pas de liste des termes les plus fréquemment utilisés dans le domaine de la gouvernance et de l'administration publique, même si bon nombre de ces termes se trouvaient dans la base terminologique multilingue UNTERM (<http://unterm.un.org>). Celle-ci, produite par la Section, contient plus de 80 000 entrées dans les six langues officielles de l'Organisation, compilées depuis plus de 30 ans par les fonctionnaires au moyen de différents systèmes de base de données. Ressource de base des traducteurs, éditeurs et rédacteurs de procès-verbaux, elle est également utilisée par les fonctionnaires du Département de l'information et des départements auteurs. Elle contient des renvois et donne une liste de notions apparentées pour chaque terme en usage dans les documents officiels. Cette base de données peut être particulièrement utile pour trouver des renvois, des liens avec les sites Web pertinents, des renseignements sur le contexte et la traduction des termes les plus couramment utilisés dans les six langues officielles.

12. L'établissement de la liste susmentionnée nécessite d'importants travaux de recherche. Aussi le Secrétariat a-t-il également consulté le thésaurus⁹ en ligne du Système d'information bibliographique de l'ONU (UNBIS), qui a été élaboré par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld (relevant du Département de l'information) et peut être consulté en ligne à l'adresse <http://lib-thesaurus.un.org> (ainsi qu'à partir du site <http://www.un.org/french/documents/>). Multidisciplinaire, le thésaurus tient compte du vaste éventail des questions traitées par l'Organisation. Il contient la terminologie utilisée dans l'analyse des documents et autres matériaux se rapportant aux programmes et activités de l'ONU (plus de 7 000 termes recommandés). Il contient les termes clefs utilisés dans le Système d'information bibliographique de l'ONU (<http://unbisnet.un.org/indexf.htm>) et a été incorporé dans le lexique du Système de diffusion électronique des documents (Sédoc). Les termes retenus sont censés illustrer de manière précise, claire, concise et suffisamment spécifique les questions qui revêtent une importance et un intérêt pour l'ONU. Le thésaurus a été conçu pour indiquer les relations qui contribuent à définir le contexte d'un terme donné. Ainsi, la grande rubrique « public administration » fait apparaître 49 termes

⁸ La Section propose des services de référence et de terminologie aux auteurs, éditeurs, interprètes, traducteurs et rédacteurs de procès-verbaux de séance. Elle constitue des bases de données terminologiques qui peuvent être consultées par les fonctionnaires du système des Nations Unies et le grand public (voir aussi : http://www.un.org/Depts/DGACM/func_doc_french.html).

⁹ Un thésaurus est une liste très structurée d'expressions représentatives du contenu conceptuel des documents. Il est constitué de termes recommandés et d'autres termes, et de liens sémantiques.

renvoyant à l'administration publique. D'autres thésaurus sur l'administration publique peuvent également être consultés¹⁰.

13. Pour établir une liste des termes de la gouvernance et de l'administration publique en usage à l'ONU, le Secrétariat a fourni un appui informatique et des conseils, par l'entremise du Service de la gestion des communications et de l'information du Département des affaires économiques et sociales, aux fins de comparer la liste établie par le groupe de travail avec celle des termes les plus couramment utilisés dans les documents officiels de l'ONU.

14. Pour que la recherche de termes utilisés dans les documents officiels ayant particulièrement trait à l'administration publique soit exhaustive, le Secrétariat a recherché dans le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc)¹¹ un sous-ensemble de documents regroupant les résolutions les plus représentatives et les rapports du Secrétaire général sur l'administration publique, ainsi que les rapports et documents d'information du Comité d'experts. Sur cette base, le Service de la gestion des communications et de l'information a extrapolé la fréquence des termes suggérés par le groupe de travail. Il a converti en texte les versions électroniques des documents et calculé des n-grammes¹² (avec n variant de 1 à 4). Puis, les termes de la liste initialement proposée (E/C.16/2007/4) ont été normalisés et comparés aux listes de n-grammes obtenues. Enfin, les termes pour lesquels une correspondance a été établie, assortis du nombre total de leurs occurrences, ont été extraits. On en trouvera dans la liste figurant à l'annexe I un classement par fréquence d'utilisation.

15. Le Secrétariat a également effectué des recherches en texte intégral dans le Sédoc pour chacun des termes de la liste proposée par le groupe de travail, ce qui lui a permis de connaître exactement le nombre de documents de l'ONU contenant chaque terme ou expression (voir annexe II).

16. Une recherche sur la fréquence des termes utilisés dans tous les documents officiels de l'ONU a été effectuée au moyen de l'interface de recherche des services de traduction (voir annexe III). Une liste des termes à inclure dans le glossaire a été établie en combinant tout terme de l'annexe III apparaissant plus de 100 fois avec tout terme de l'annexe II apparaissant dans plus de 100 documents et tout terme de l'annexe I apparaissant plus de 50 fois. Les membres du Comité d'experts pourront choisir de limiter le nombre de termes du glossaire en modifiant les paramètres

¹⁰ Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) : http://www.unicri.it/wwk/documentation/thesaurus.php?nm_=public+administration&submit=SEARCH; Bureau international du Travail (BIT) : <http://www.ilo.org/public/libdoc/ILO-Thesaurus/french/>; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : <http://databases.unesco.org/thesfr/>; Banque mondiale : <http://www.multites.com/cgi-bin/mtw.exe?k=U39NZLWB&l=60&linkType=term&w=2676&n=1&s=5&t=2>.

¹¹ Le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc) est un système permettant la recherche en texte intégral dans les documents de conférence et documents officiels de l'ONU, qui comprend deux grandes zones de recherche : « Documents de l'ONU » et « Résolutions ». La base « Documents de l'ONU » donne accès aux documents des organes délibérants de l'ONU faisant l'objet d'une publication officielle (avec l'en-tête indiquant le nom de l'organe et la cote du document) dans les six langues officielles (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe).

¹² Un n-gramme est une sous-séquence de n-éléments dans une séquence donnée, tels des termes adjacents dans une phrase; on utilise des n-grammes dans divers domaines de traitement statistique du langage naturel.

employés pour combiner les trois listes (par exemple, tout terme apparaissant plus de 50 fois, etc.).

IV. Méthodes de travail proposées pour arrêter la version définitive du glossaire de la terminologie générale de la gouvernance et de l'administration publique

17. Le Président du groupe de travail chargé de la terminologie a fait valoir que, si chaque membre du Comité d'experts se consacrait à trois ou quatre termes, un nombre appréciable de termes pourraient être présentés pour examen et adoption à la session suivante du Comité. Cette initiative pourrait être menée à bien avant que le mandat du Comité n'arrive à expiration en 2009¹³.

18. Pour faciliter la coordination et les échanges entre les membres du Comité d'experts travaillant sur les termes retenus pour définition, le Secrétariat pourrait créer un forum électronique sur le site du Réseau mondial d'information en ligne sur l'administration et les finances publiques (UNPAN), où chaque membre pourrait afficher la définition qui le concerne et échanger des avis avec les autres membres entre deux sessions.

V. Cadre préliminaire pour l'établissement des définitions

19. En vue de faciliter les débats du Comité sur les moyens d'arriver à des définitions précises, le Secrétariat a compilé un petit nombre de définitions de certains termes de la gouvernance et de l'administration publique, en exploitant diverses bases de données du système des Nations Unies. L'objet de ces définitions est d'offrir aux membres du Comité une base à partir de laquelle ils pourront expliciter en la formulant de manière concise une définition des termes retenus pour le glossaire et présenter des propositions sur la façon d'exploiter dans ce contexte les bases de données en ligne de l'ONU¹⁴. Les termes sont présentés avec leur définition à l'annexe V.

20. En compilant les définitions de chaque terme, le Secrétariat a recherché diverses définitions du même terme dans de multiples sources reconnues sur le plan international. La liste des définitions proposées n'est en aucun cas exhaustive et ne contient pas nécessairement les définitions les plus importantes ou agréées.

21. Quoique largement en usage à l'ONU, les termes retenus (« e-government », « globalization » et « governance ») continuent de se prêter à diverses interprétations. Chaque terme est assorti d'une définition utilisée dans une grande publication des Nations Unies, ainsi que de sa traduction dans les six langues officielles, chaque fois que possible, en vue en particulier de l'éventuelle traduction du glossaire dans d'autres langues.

22. L'objectif ambitieux de mettre au point un glossaire complet, même s'il s'agit d'un travail continu sur un ouvrage restant « ouvert », ne peut être réalisé par un

¹³ *Documents officiels du Conseil économique et social, 2007, Supplément n° 24 (E/2007/44), chap. III, par. 42.*

¹⁴ Toutes les bases sont accessibles au public à l'adresse : <http://www.un.org/french/documents/> et sur les autres sites précédemment indiqués.

nombre restreint de personnes travaillant à temps partiel. Le Comité doit donc décider s'il faut confier au groupe de travail le soin de mettre au point chaque définition ou bien celui d'examiner les travaux préliminaires exécutés par le Secrétariat.

23. Les mesures ci-après pourraient être prises dans cette optique :

a) Le nombre de termes à retenir pour le glossaire pourrait être arrêté en tenant compte de la liste présentée à l'annexe IV du présent document;

b) Une liste de définitions agréées pour chaque terme pourrait être compilée en effectuant des recherches sur l'Internet et dans d'autres documents de référence disponibles;

c) La définition de chaque terme du glossaire pourrait ensuite être élaborée :

i) En retenant l'une des définitions existantes;

ii) En combinant des éléments de définitions existantes; ou

iii) En élaborant une définition nouvelle;

d) Le thésaurus UNBIS (voir par. 13) et la base UNTERM (voir par. 12) pourraient être consultés pour les termes et notions apparentés;

e) Le forum électronique proposé pour le groupe de travail serait utilisé afin d'échanger des renseignements et d'arrêter par consensus les diverses définitions. Des fils de discussion pourraient être créés pour chaque terme en vue d'afficher des observations ou suggestions sur les changements à apporter.

Annexe I

**Fréquence d'emploi (par ordre décroissant)
de termes choisis^a dans un sous-ensemble
de documents officiels^b de l'Organisation
des Nations Unies représentatifs du domaine
de la gouvernance et de l'administration publique**

<i>Terme</i>	<i>Nombre d'occurrences</i>
Public administration	1 571
Governance	1 015
Public sector	724
Innovation/s	443
Public service	376
Civil society	283
Developing countries	247
Governance and public administration	224
Human resources	180
Transparency	163
E-government	153
Good governance	144
Decentralization	129
Democracy	104
Sustainable development	76
Public management	74
Globalization	73
Reinventing government	70
Ethics	70
Public services	69
Rule of law	54
Best practices	47
Citizen participation	43
Diversity	42
Sustainability	36
Public policy	34
Regulations	33
Empowerment	33
Human capital	30

<i>Terme</i>	<i>Nombre d'occurrences</i>
New public management	27
Public administrations	23
Local governance	22
Information society	22
Restructuring	21
E-governance	20
Non-governmental organizations	18
Public sector reform	16
Competitiveness	16
Policy analysis	15
Regulation	12
Learning organization	12
Civil service reform	11
Property rights	10
Best practice	9
Performance management	8
Global governance	8
Digital divide	8
Centralization	8
Gender equality	7
Competency	7
Change management	7
E-government readiness	6
Corporate governance	6
Subsidiarity	5
Public sectors	5
Performance measurement	5
Mobile government	5
Management reform	5
Learning organizations	5
Knowledge-based society	5
Discrimination	5
Public policy-making	4
Policy implementation	4
Personnel management	4

<i>Terme</i>	<i>Nombre d'occurrences</i>
E-democracy	4
Deregulation	4
Benchmarking	4
Administrative reform.	4
Welfare state	3
Public service reforms.	3
Public service reform	3
Public sector reforms	3
Public integrity.	3
Policy formation.	3
Performance indicators	3
Performance indicators	3
Management reforms	3
G-governance.	3
Administration reforms	3

^a Les termes proviennent de la liste préliminaire établie par le groupe de travail chargé de la terminologie.

^b Voir par. 15.

Annexe II

**Nombre de documents figurant dans le Sédoc
qui contiennent chacun des termes de la liste proposée
par le groupe de travail chargé de la terminologie
du Comité d'experts de l'administration publique,
par ordre décroissant de fréquence**

<i>Terme</i>	<i>Nombre de documents</i>
Accountability	1 000 ^a
Administrative (public law)	1 000
Affirmative action	1 000
Arbitration	1 000
Best practice	1 000
Civil service	1 000
Civil society	1 000
Competitiveness	1 000
Conflict resolution	1 000
Decentralization	1 000
Democracy	1 000
Deregulation	1 000
Developing countries	1 000
Digital divide	1 000
Discrimination	1 000
Diversity	1 000
Economic exploitation	1 000
Ecosystem	1 000
Empowerment	1 000
Entitlement	1 000
Ethics	1 000
Gender	1 000
Gender equality	1 000
Globalization	1 000
Good governance	1 000
Governance	1 000
Human capital	1 000
Human resources development	1 000
Human resources management	1 000
Impasse	1 000
Inflation and deflation	1 000
Information society	1 000
Innovation/s	1 000

<i>Terme</i>	<i>Nombre de documents</i>
Intellectual property rights	1 000
International financial system	1 000
Non-governmental organizations	1 000
Policy evaluation	1000
Property rights	1000
Public administration	1000
Public body	1000
Public policy	1 000
Public relations.	1000
Public sector	1 000
Public service.	1 000
Regulation	1 000
Restructuring	1 000
Right to work	1 000
Rule of law	1 000
Sexual harassment	1 000
Sustainability	1 000
Sustainable development	1 000
Transparency	1 000
Competency	981
Downsizing	933
Devolution	932
Management reform	855
Policy implementation.	835
benchmarking.	826
Personnel management	805
Local governance	720
Corporate governance	707
Mentoring	687
Competition law	678
Performance management	668
Public-private partnership	667
Global governance	638
Multiculturalism	581
Administrative reform.	570
Centralization.	460
Change management	458
Citizen participation	439
Public management.	429
Subsidiarity	428
Lifelong learning	404

<i>Terme</i>	<i>Nombre de documents</i>
Electronic government	403
Performance measurement	341
Non-profit organization	294
Civil service reform	291
Public sector reform	276
Fiscal deficit	269
Regulatory reform	236
Welfare state	229
Federalism	213
Electronic governance (e-governance)	190
Governance and public administration	184
Performance indicator	163
Gender budgeting	162
Local autonomy	154
Government reform	149
Administrative decentralization	147
Public service delivery	126
Global competitiveness	115
Knowledge-based society	103
Reinventing government	101
Public enterprise or corporation	100
Structural unemployment	100
Executive agency	98
Gender budget	94
Competency assessment	87
Policy analysis	86
Learning organization	84
Regional governance	83
Diseconomies	69
Public service reform	66
Reengineering	65
State-owned enterprise	65
New governance	64
Public-private sector partnerships	51
Political decentralization	45
Progressive taxation	44
Intergovernmental relations	44
Responsive governance	39
Competency framework	34
Black economy	32
New public management	32

<i>Terme</i>	<i>Nombre de documents</i>
External economies	30
Financial decentralization	29
International financial relations	29
Diversity management	26
Governance (administrative)	21
Performance-related pay	21
Public values	20
Trade discrimination	20
Virtual State	20
Knowledge divide	18
Wage subsidy	17
Public integrity	16
Mercantilism	15
Performance agreement	14
E-government readiness	13
Strategic human resources management	11
Co-governance	10
Public union	10
Quango or non-departmental public body	8
Mobile government	6
Keynesianism	4
Balanced score card	3
Competitive government	2
Log-rolling	2
Managerialism	2
Policy marketing	2
Political marketing	2
Agencification	1
Agenda setting and policy formation	1
Capture theory	1
Outcomes-oriented budgeting	1
Performance charter/pledge	1
Public customer relationship management	1
Public virtue	1
Result-oriented/driven government	1

^a « 1 000 » signifie « au moins 1 000 », le nombre de documents affichés à l'issue une recherche dans le Sédoc étant limité à 1 000. Les termes « accountability » et « public service delivery » ont été ajoutés à la liste en raison de leur fréquence.

Annexe III

**Fréquence (nombre total d'occurrences)
avec laquelle chaque terme apparaît
dans tous les documents de l'ONU (recherche
effectuée avec l'interface des services de traduction)**

<i>Terme</i>	<i>Fréquence</i>	
	<i>Nombre total d'occurrences</i>	<i>Pourcentage</i>
Developing countries	118 676	12,33
Gender	110 921	11,52
Discrimination	74 038	7,69
Sustainable development	67 290	6,99
Regulation	66 548	6,91
Non-governmental organizations	53 963	5,61
Civil society	42 995	4,47
Governance	35 037	3,64
Federalism	34 635	3,60
Human resources	31 861	3,31
Gender equality	28 913	3,00
Democracy	23 865	2,48
Globalization	21 138	2,20
Rule of law	19 088	1,98
Transparency	18 408	1,91
Diversity	15 589	1,62
Best practice	12 241	1,27
Empowerment	10 704	1,11
Competitiveness	9 072	0,94
Public administration	9 010	0,94
Sustainability	8 926	0,93
Good governance	8 636	0,90
Restructuring	8 118	0,84
Ecosystem	7 627	0,79
Public sector	6 894	0,72
Inflation	6 842	0,71
Entitlement	6 721	0,70
Benchmarking	6 079	0,63
Public service	6 064	0,63
Innovation	5 846	0,61
Decentralization	5 562	0,58
Arbitration	5 244	0,54

<i>Terme</i>	<i>Fréquence</i>	
	<i>Nombre total d'occurrences</i>	<i>Pourcentage</i>
Competency	5 113	0,53
Information society	4 769	0,50
International relations	4 570	0,47
Managerialism	4 120	0,43
Public policy	3 964	0,41
Ethics	3 832	0,40
Sexual harassment	3 435	0,36
Conflict resolution	3 320	0,34
Property rights	3 312	0,34
Digital divide	2 318	0,24
Right to work	2 098	0,22
Policy analysis	1 737	0,18
Management reform	1 705	0,18
Affirmative action	1 673	0,17
Downsizing	1 668	0,17
Public-private partnership	1 559	0,16
Performance management	1 490	0,15
Impasse	1 368	0,14
Performance indicator	1 364	0,14
Mentoring	1 361	0,14
Multiculturalism	1 312	0,14
International system	1 265	0,13
Local governance	1 249	0,13
Human capital	1 100	0,11
Personnel management	1 091	0,11
E-government	803	0,08
Change management	720	0,07
Non-profit organization	709	0,07
Administrative law	701	0,07
Devolution	693	0,07
Global governance	669	0,07
Corporate governance	595	0,06
Public relations	588	0,06
Governance and public administration	521	0,05
Policy implementation	488	0,05
Citizen participation	466	0,05
Performance measurement	466	0,05
Administrative reform	454	0,05

<i>Terme</i>	<i>Fréquence</i>	
	<i>Nombre total d'occurrences</i>	<i>Pourcentage</i>
Public body	444	0,05
Economic exploitation	425	0,04
Deregulation	385	0,04
Gender budget	369	0,04
Gender budgeting	369	0,04
Public management	351	0,04
E-governance	280	0,03
Lifelong learning	273	0,03
Fiscal deficit	268	0,03
Public sector reform	267	0,03
Public enterprise	233	0,02
Reinventing government	231	0,02
Civil service reform	218	0,02
Competition law	218	0,02
Subsidiarity	204	0,02
Performance pay	201	0,02
Centralization	199	0,02
Competency assessment	198	0,02
Deflation	178	0,02
State-owned enterprise	174	0,02
Government reform	158	0,02
Regulatory reform	142	0,01
Competency framework	126	0,01
Welfare state	118	0,01
Knowledge-based society	111	0,01
Mercantilism	94	0,01
Policy evaluation	91	0,01
Public corporation	82	0,01
Learning organization	79	0,01
Executive agency	65	0,01
Regional governance	64	0,01
Global competitiveness	63	0,01
Administrative decentralization	60	0,01
Local autonomy	59	0,01
New public management	58	0,01
Policy formation	55	0,01
Performance agreement	42	0,00
Public service reform	40	0,00

<i>Terme</i>	<i>Fréquence</i>	
	<i>Nombre total d'occurrences</i>	<i>Pourcentage</i>
Public-private sector partnerships	38	0,00
New governance	36	0,00
Responsive governance	29	0,00
Administrative governance	26	0,00
Agenda setting	24	0,00
Electronic government	24	0,00
Structural unemployment	23	0,00
Knowledge divide	21	0,00
Reengineering	20	0,00
E-government readiness	19	0,00
Political decentralization	19	0,00
Progressive taxation	19	0,00
Public values	19	0,00
Wage subsidy	14	0,00
Mobile government	13	0,00
Public integrity	13	0,00
Diversity management	13	0,00
Financial decentralization	13	0,00
Keynesianism	13	0,00
Intergovernmental relations	12	0,00
Co-governance	11	0,00
Balanced score card	8	0,00
Non-departmental public body	7	0,00
Policy marketing	7	0,00
Black economy	5	0,00
Virtual state	5	0,00
External economies	3	0,00
Performance charter	3	0,00
Competitive government	2	0,00
Public customer	2	0,00
Log-rolling	1	0,00
Political marketing	1	0,00
Public union	1	0,00
World competitiveness	1	0,00
Total	962 674	100,00

Annexe IV

**Liste proposée pour le glossaire des termes
les plus fréquemment utilisés, compilée
en combinant tout terme de l'annexe III apparaissant
plus de 100 fois avec tout terme de l'annexe II
apparaissant plus de 100 fois et tout terme
de l'annexe I apparaissant plus de 50 fois**

administrative decentralization

administrative law

administrative reform

administrative reform

affirmative action

arbitration

benchmarking

best practices

centralization

change management

citizen participation

civil service reform

civil society

competency

competency assessment

competency framework

competition law

competitiveness

conflict resolution

corporate governance

decentralization

deflation

democracy

deregulation

developing countries

devolution

digital divide

discrimination
diversity
downsizing
economic exploitation
ecosystem
e-government
electronic governance (e-governance)
empowerment
entitlement
ethics
federalism
fiscal deficit
gender
gender budgeting
gender equality
global competitiveness
global governance
globalization
good governance
governance
governance and public administration
government reform
human capital
human resources
impasse
inflation
information society
innovation
international relations
international system
knowledge-based society
learning organization
lifelong learning
local autonomy

local governance
management reform
managerialism
mentoring
multiculturalism
new public management
non-governmental organizations
non-profit organization
performance indicator
performance management
performance measurement
performance pay
personnel management
policy analysis
policy implementation
property rights
public administration
public body
public enterprise
public management
public policy
public relations
public sector
public sector reform
public service
public service delivery
public-private partnership
regulations
regulatory reform
reinventing government
restructuring
right to work
rule of law
sexual harassment

state-owned enterprise
structural unemployment
sustainability
sustainable development
transparency
welfare state

Annexe V

Définitions de termes choisis concernant la gouvernance et l'administration publique provenant de la base UNTERM et du thésaurus UNBIS (« globalization », « governance » et « e-government »)

Globalization

<i>Langue</i>	<i>Terme^a</i>	<i>Termes et notions apparentés^b</i>
Anglais	Globalization	Interdependence International Relations Internationalism International Competition International Division of Labour Digital Divide
Français	1. Mondialisation; 2. Globalisation	
Espagnol	Globalización (Naciones Unidas); mundialización (el resto del Universo)	
Russe	глобализация	
Chinois	全球化	
Arabe	تملوعا	

^a Source : UNTERM.

^b Source : Thésaurus UNBIS.

1. Division de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, *World Public Sector Report 2001* (New York, 2001) : « Globalization is increased global integration and interdependence. It has a multidimensional character: economic, political, social, and cultural. It is characterized by unprecedented rapid flows of goods and services: private capital; circulation of ideas and tendencies; and the emergence of new social and political movements ».

2. Glossaire du Fonds monétaire international (<http://www.imf.org/external/np/exr/glossary/>, consulté en 2007) : « The process through which an increasingly free flow of ideas, people, goods, services, and capital leads to the integration of economies and societies. Major factors in the spread of globalization have been increased trade liberalization and advances in communication technology ».

3. Hirst et Peters, 1996 (p. 8 et 10), cité dans Jan Aart Scholte (2000) *Globalization: A Critical Introduction*, Londres, Palgrave : « Globalization describes the growth in international exchange and interdependence. With growing flows of trade and capital investment there is the possibility of moving beyond an international economy (where “the principle entities are national economies”) to a

“stronger” version – the globalized economy in which, “distinct national economies are subsumed and rearticulated into the system by international processes and transactions” ».

4. Banque mondiale (1999), *Rapport sur le développement dans le monde 1998-1999 : Le Savoir au service du développement*, Washington, Banque mondiale, 9 août 1999 (<http://www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm>) : « Globalization can be defined as universalization. In this use, “global” is used in the sense of being “worldwide” and “globalization” is “the process of spreading various objects and experiences to people at all corners of the earth”. A classic example of this would be the spread of computing, television etc. ».

* * *

Governance

<i>Langue</i>	<i>Terme^a</i>	<i>Termes et notions apparentés^b</i>
Anglais	Governance	Accountability Civil Society Community Participation Corporate Governance E-Government Leadership Political Participation Popular Participation Public Administration Security Sector Reform
Français	Gouvernance	
Espagnol	Gestión de los asuntos públicos; ejercicio del poder; política de buen gobierno; gobernabilidad, gobernanza	
Russe	администрация; управление; руководство; власть	
Chinois	施政	
Arabe	قراة اءل اءمءك وءءل	

^a Source : UNTERM.

^b Source : Thésaurus UNBIS.

1. UNTERM (<http://unterm.un.org/dgaacs/unterm.nsf/WebView/1E924C9A8ACF0DA0852569FD000682BA?OpenDocument>), citation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : « The exercise of political, economic and administrative authority in the management of a country’s affairs at all levels. Governance is a neutral concept referring to the complex mechanisms, processes, relationships and institutions through which citizens and groups articulate their interests, exercise their rights and obligations and mediate their differences ».

2. Banque mondiale (<http://go.worldbank.org/MKOG258V0>, site consulté en 2007) : « Traditions and institutions by which authority in a country is exercised for the common good. This includes (i) the process by which those in authority are selected, monitored and replaced, (ii) the capacity of the government to effectively manage its resources and implement sound policies, and (iii) the respect of citizens and the state for the institutions that govern economic and social interactions among them ».

3. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Division de la pauvreté et du développement (<http://www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/gg/governance.asp>) « Simply put “governance” means: the process of decision-making and the process by which decisions are implemented (or not implemented). Since governance is the process of decision-making and the process by which decisions are implemented, an analysis of governance focuses on the formal and informal actors involved in decision-making and implementing the decisions made and the formal and informal structures that have been set in place to arrive at and implement the decision ».

4. Human Rights in Development, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (<http://www.unhcr.ch/development/governance-01.html>) : « Governance is the process whereby public institutions conduct public affairs, manage public resources and guarantee the realization of human rights. Good governance accomplishes this in a manner essentially free of abuse and corruption, and with due regard for the rule of law. The true test of “good” governance is the degree to which it delivers on the promise of human rights: civil, cultural, economic, political and social rights ».

5. Union européenne, Commission White (http://europa.eu/scadplus/glossary/governance_en.htm, site consulté en 2007) : « The debate on European governance [...] concerns all the rules, procedures and practices affecting how powers are exercised within the European Union ».

(En français : « Le débat sur la gouvernance européenne [...] concerne l'ensemble des règles, des procédures et des pratiques ayant trait à la manière dont les pouvoirs sont exercés au sein de l'Union européenne », http://europa.eu/scadplus/glossary/governance_fr.htm)¹⁵.

* * *

E-government

<i>Langue</i>	<i>Terme^a</i>	<i>Termes et notions apparentés^b</i>
Anglais	E-government Electronic governance	Public administration Governance
Français	1. Cybergouvernement [générique]; 2. Administration en ligne [spécifique]	

¹⁵ Le site de l'Union européenne comprend un glossaire qui peut être consulté à l'adresse : http://europa.eu/scadplus/glossary/index_en.htm (en français : http://europa.eu/scadplus/glossary/index_fr.htm).

Langue	Terme ^a	Termes et notions apparentés ^b
Espagnol	Gobierno electrónico	
Russe	электронное управление	
Chinois	电子政务	
Arabe	تموكحلا ةينورتكلإل ةموكحلا لئاسو ةينورتكلإل	

^a Source : UNTERM.

^b Source : Thésaurus UNBIS.

1. Division de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, *World Public Sector Report, 2003: E-Government at the Crossroads*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.03.II.H.3) : « e-Government is the application of Information and Communication Technology (ICTs) within the public administration to optimize its internal and external functions ».

2. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ([http://webdomino1.oecd.org/COMNET/PUM/egovproweb.nsf/viewHtml/index/\\$FILE/glossary.htm](http://webdomino1.oecd.org/COMNET/PUM/egovproweb.nsf/viewHtml/index/$FILE/glossary.htm)) : « e-Government – the use of information and communication technologies (ICTs), and particularly the Internet, as a tool to achieve better government ».

3. Banque mondiale (<http://web.worldbank.org>) : « “E-Government” refers to the use by government agencies of information technologies (such as Wide Area Networks, the Internet and mobile computing) that have the ability to transform relations with citizens, businesses, and other arms of Government ».

4. Union européenne (http://ec.europa.eu/information_society/activities/egovresearch/about_us/index_en.htm) : « E-Government is defined as the use of information and communication technology in public administrations combined with organizational change and new skills in order to improve public services and democratic processes and strengthen support to public policies ».

(En français : « L'administration en ligne, ou le “gouvernement électronique (e-government)”, est définie comme l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans les administrations publiques, en combinaison avec des changements de l'organisation et de nouvelles aptitudes pour améliorer les services publics et les processus démocratiques, et pour renforcer le soutien des politiques publiques », http://ec.europa.eu/information_society/activities/egovresearch/about_us/index_fr.htm.)

5. *E-government: From Vision to Implementation: a Practical Guide with Case Studies*, Subhash Bhatnagar (New Delhi, 2004) : « E-government is about a process of reform in the way Governments work, share information and deliver services to external and internal clients. Specifically, e-government harnesses information technologies, such as Wide Area Networks, the Internet and mobile computing, to transform relations with citizens, businesses and other arms of Government ».